

David Grosclaude  
Conseiller régional d'Aquitaine  
Délégué aux langues régionales

david.grosclaude@aquitaine.fr

Le 27 mai 2015

Chères collègues  
Chers collègues

**J'ai décidé de m'installer aujourd'hui dans le hall de l'Hôtel de Région et d'y entamer une grève de la faim.** Je suis indigné par le mépris dont fait preuve l'État qui n'a même pas daigné répondre à notre demande d'officialisation du GIP Office Public de la Langue Occitane. **Notre assemblée a pourtant délibéré à l'unanimité sur ce sujet en juin 2014, en même temps que l'assemblée de Midi-Pyrénées. Cela fait bientôt un an, et nous n'avons même pas l'ombre d'une réponse malgré nos interventions nombreuses.**

Je pense que cette attitude n'est pas acceptable ; on ne peut mépriser à ce point les décisions prises par deux régions. Cette absence de réponse est un spectacle affligeant dans un contexte où chacun d'entre nous sait à quel point la démocratie est fragile. **Quand de plus en plus de nos concitoyens doutent de l'efficacité du travail de leurs représentants, on ne peut accepter que des projets votés par des élus soient bloqués sans justification.**

C'est encourager tous ceux qui pensent que la politique consiste seulement à faire des promesses que l'on ne tient pas. Que diront-ils alors si les décisions votées ne sont pas mises en oeuvre ?

Je ne peux pas accepter non plus que des jours et des jours de travail, des heures et des heures de réunions avec les associations, avec des élus d'autres collectivités, des déplacements multiples et coûteux soient gaspillés parce que, dans un cabinet ministériel, des personnes jugent que le sujet ne mérite pas d'attention et se permettent de mettre ce dossier sous la pile en attendant, peut-être, que nous nous lassions.

Je me suis engagé personnellement sans compter tout au long de mon mandat. J'ai été soutenu sur ce projet par la Région, le président et les services. Je n'ai pas trouvé d'autre moyen pour interpeller l'État que la forme d'action que j'entame.

Notre projet est parfaitement en adéquation avec la volonté de rationaliser l'action des collectivités. Que deux régions, qui ont en commun une langue, s'associent pour travailler sur une politique linguistique apparaît comme une évidence. La création d'un Groupement d'Intérêt Public pour l'occitan est un projet que nous avons élaboré en nous inspirant de ce qui se fait ailleurs en France et en Europe, mais aussi de ce qui se fait en Aquitaine avec le GIP Office Public de la Langue Basque dont on connaît les résultats très positifs. Pour ces raisons je ne comprends pas l'attitude de l'État.

Ce dernier a refusé de participer au GIP-OPLO nous laissant le soin de travailler sans sa participation directe. Je le regrette et cela me paraît une attitude incohérente ; c'est en effet comme s'il n'avait aucune responsabilité en matière de développement de l'occitan, première langue régionale de France. **Mais, même si l'État ne veut pas participer et assumer ses responsabilités, il n'est pas normal qu'il nous empêche d'assumer celles qui sont les nôtres et que nous partageons avec nos voisins. Il lui suffit de publier un décret de création du GIP.**

Je tenais à vous informer et vous remercier encore une fois de votre vote unanime qui prouve que cette question n'est pas un sujet de débats partisans.

Cordialement

David Grosclaude